



UNIVERSITÄTS-
BIBLIOTHEK
HEIDELBERG

Francia. Forschungen zur westeuropäischen Geschichte
Herausgegeben vom Deutschen Historischen Institut Paris
(Institut historique allemand)
Band 15 (1987)

DOI: 10.11588/fr.1987.0.53275

Rechtshinweis

Bitte beachten Sie, dass das Digitalisat urheberrechtlich geschützt ist. Erlaubt ist aber das Lesen, das Ausdrucken des Textes, das Herunterladen, das Speichern der Daten auf einem eigenen Datenträger soweit die vorgenannten Handlungen ausschließlich zu privaten und nicht-kommerziellen Zwecken erfolgen. Eine darüber hinausgehende unerlaubte Verwendung, Reproduktion oder Weitergabe einzelner Inhalte oder Bilder können sowohl zivil- als auch strafrechtlich verfolgt werden.

ständigheit», (L. GALL, Th. SCHIEDER), soit encore croyance en la valeur de la liberté des hommes et des peuples et en la vertu éthique de la conscience (A. BULLOCK/M. SHOCK).

A notre sens, l'un des principaux mérites de ce livre est de permettre la comparaison entre divers courants libéraux historiquement et géographiquement déterminés. Concernant l'histoire de l'Allemagne, il est intéressant de noter (cf. L. GALL p.173) que les libéraux allemands du Sud ont porté leurs regards, aux débuts de l'industrialisation, vers la Suisse plutôt que vers l'Angleterre, ou que toute l'histoire du libéralisme allemand au XIX^{ème} siècle a été dominée par le grand débat sur le suffrage universel et par la hantise de la «dictature démocratique» (Th. SCHIEDER). A ce sujet, l'article de J.J. SHEEHAN «Liberalismus und Gesellschaft in Deutschland 1815–1848» sur le rôle des élites bourgeoises, notamment intellectuelles, ainsi que sur la conception de l'Etat comme rempart contre le chaos social mérite une mention particulière.

Les contributions réservées au libéralisme anglais, américain, français, russe ouvrent les vastes horizons permettant la vision globale que se propose l'ouvrage. Nous en retiendrons une formule empruntée à L. KRIEGER («Europäischer und amerikanischer Liberalismus»): le libéralisme américain est «plus individuel et plus politique», le libéralisme européen «plus social et plus philosophique» (p. 161). Notons également qu'en France le libéralisme ne fut aucunement l'apanage de la classe bourgeoise et que la plupart des libéraux se sentaient les héritiers de la Révolution et de l'Empire, si bien que les principes de 1789 survécurent à tous les régimes du XIX^{ème} siècle (P. GUIRAL). Quant à la Russie, une question primordiale se pose: le libéralisme pouvait-il y offrir une alternative au socialisme? L'historiographie soviétique donne bien entendu une réponse négative. L'article de M. RAEFF «Einige Überlegungen zum russischen Liberalismus» indique fort bien les causes de la faiblesse du mouvement libéral russe, notamment le défaut de bases sociologiques, économiques et politiques pour la création d'un Etat de droit. Les chefs du mouvement étaient des intellectuels qui se croyaient les chefs charismatiques du peuple, de sorte que la pensée libérale occidentale s'y transmuta en messianisme eschatologique (p. 315). Nous ne pouvons donner que quelques exemples, parmi les plus éclairants, tirés de ces analyses consacrées à l'histoire, à la philosophie et aux innombrables expressions d'un mouvement de pensée qui domine l'Occident moderne.

La lecture de ce volume fait comprendre, comme le souligne F. WATKINS, que le libéralisme est beaucoup plus qu'une doctrine monopolisée par certains groupes sociaux, et qu'il est la «tradition politique du monde occidental» (p. 54).

L'ouvrage comporte une très vaste bibliographie et un index des noms de personnes.

Jean NURDIN, Dijon

Peter STADLER, *Der Kulturkampf in der Schweiz. Eidgenossenschaft und Katholische Kirche im europäischen Umkreis, 1848–1888*, Frauenfeld-Stuttgart (Hueber) 1984, 787 p.

Peter Stadler a mis en exergue à son livre une citation de Constantin Frantz, dans «Die Religion des Nationalliberalismus», qui conclut que les relations entre l'Eglise et l'Etat constituent la question la plus importante et la plus difficile. Telle est bien la réalité, aujourd'hui largement oubliée, en ces années qui suivent le concile du Vatican, et qui sont dominées, dans une grande partie de l'Europe, par le *Kulturkampf*. Ce livre, consacré au *Kulturkampf* en Suisse, saisi dans son environnement européen, ramène les projecteurs de l'histoire sur un ensemble de questions trop négligées aujourd'hui par les historiens: il est du reste remarquable qu'il constitue le premier travail historique d'ensemble sur le sujet. Faut-il ajouter que l'histoire de la Suisse, cet extraordinaire laboratoire d'expériences au XIX^{ème} siècle, mérite aussi de retrouver dans l'historiographie la place qu'elle eut en d'autres temps;

souvenons nous de l'intérêt que lui portait Seignobos dans son Histoire politique de l'Europe contemporaine.

Le livre de Peter Stadler, admirablement édité¹, force l'admiration par la richesse de l'information, la maîtrise de la construction, la rigueur de l'expression. L'auteur a exploré de nombreux fonds d'archives, non seulement en Suisse, mais aussi à Londres, Munich, Paris, Rome, Vienne. L'ouvrage déborde, et on ne peut que s'en réjouir, le cadre chronologique défini par le sous-titre. Un premier chapitre porte sur l'héritage du XVIII^{ème} siècle, le temps des Lumières et du josphisme, avant d'aborder la restauration, la «régénération», les incidences du problème confessionnel. Viennent ensuite les débuts de la Confédération après la guerre du Sonderbund et la répression qui suit. L'auteur, qui analyse la diversité des situations cantonales, conclut à une détente confessionnelle et à un ralliement des catholiques à la Confédération dans les années 1850. Cette observation importante suggère que l'affrontement n'était pas inévitable et que le conflit ne prend sa pleine ampleur qu'ensuite.

L'auteur montre avec force l'essor du renouveau catholique dans les années 1860 sous le signe de l'ultramontanisme et du Syllabus. On est bien là aux origines de la lutte ouverte entre l'Eglise et l'Etat, qui s'affirme avec le concile du Vatican, et d'une crise qui va se poursuivre pendant des années, pour s'apaiser au début des années 80. Il n'est guère possible de résumer un livre aussi riche et une histoire aussi complexe. On voudrait simplement s'arrêter sur quelques conclusions. P. Stadler sait fort bien évoquer le rôle des personnalités: les pages qu'il consacre à Théodor Scherer-Boccard, figure marquante du renouveau ultramontain, à Mgr Lachat, à Mgr Mermillod, sont particulièrement éclairantes. On retiendra les termes par lesquels ce dernier justifie auprès de Mgr Dupanloup la proclamation de l'infailibilité lors du concile: «un centre infailible est la condition de l'unité de foi». Il voit dans le «pouvoir central doctrinal» un «rempart contre le fonctionnarisme qui se glisse dans l'épiscopat». Le «centre infailible» est la condition de la liberté de l'Eglise». Aux yeux de Mermillod, le concile ne conduit pas, comme beaucoup le craignaient, à l'italianisation de l'Eglise. Le concile, écrit-il, doit «comme corrélation universaliser Rome, puisque l'univers devient romain». On mesure, à travers de tels exemples, que ce livre apporte une contribution précieuse à l'histoire générale de l'Eglise catholique pendant ces années décisives.

Au total, le Kulturkampf suisse ne parvint pas à restreindre le rayonnement de l'Eglise. Les «chrétiens catholiques», qui refusaient l'infailibilité, ne trouvèrent d'écho que dans les régions de tradition libérale ou josphiste. Les espoirs mis en une Eglise catholique nationale, libérale, étatique, avortèrent. Le conflit retarda l'intégration du «catholicisme politique» dans l'Etat confédéral, mais il n'est pas seul responsable de cette situation. Il fallut un changement de mentalité et une nouvelle génération qui s'affirme avec la fin du siècle.

L'auteur s'interroge en conclusion sur les liens du Kulturkampf avec l'évolution économique et sociale. L'analyse brève, mais ferme, montre qu'il ce serait anachronisme de dire que les radicaux se servaient du Kulturkampf pour détourner le peuple de ses intérêts économiques. Il est exact en revanche que la lutte contre l'Eglise aidait à bâtir une idéologie d'intégration, par dessus les classes. La convergence d'intérêt entre le patronat libéral et le Kulturkampf ne doit du reste pas être majorée. Le vrai noyau des protagonistes du Kulturkampf est fait d'avocats, d'enseignants, de journalistes, de gens de lettres. Leurs motivations furent d'abord d'ordre idéologique. Le Kulturkampf fut pour ses partisans un instrument de centralisation et un facteur d'intégration. Mais l'opposition catholique, par ses assemblées et ses manifestations populaires, joua un même rôle d'intégration. De l'Eglise décentralisée de la fin du XVIII^{ème} siècle, avec de fortes composantes d'Eglise nationale, à l'Eglise centralisée des années 1870, s'observent des mutations comparables à celles qu'a connues la confédération depuis la fin de l'Ancien régime. Observations pertinentes qui éclairent, au delà du cadre suisse, la compréhension des relations de l'Eglise et de l'Etat, et l'affrontement des deux puissances.

1 Regrettons cependant l'absence de cartes.

Jacob Burckhardt, dans son livre sur l'étude de l'Histoire estimait en 1873 que »la seule vraie solution, la séparation de l'Eglise et de l'Etat« ne correspondait plus au voeu de nombreux Etats, à cause de leur crainte d'une Eglise réellement indépendante. Par là suite cependant, conclut P. Stadler, on se rapprocha de cette »seule vraie solution«. Le processus d'émancipation réciproque, même là où n'intervint pas une séparation formelle, fait partie des conséquences indirectes du Kulturkampf. On mesure l'apport d'un livre qui, par delà un épisode majeur, de l'histoire de la Suisse du XIX^{ème} siècle, élucide un problème fondamental de l'histoire européenne.

Jean-Marie MAYEUR, Paris

André ENCREVÉ, Protestants français au milieu du XIX^e siècle. Les Réformes de 1848 à 1870, Genève (Labor et Fides) 1986, 1121 S. (Histoire et Société, 8).

Das Buch bietet eine hervorragende, materialgesättigte Darstellung der Geschichte des französischen Protestantismus in einem für seine Entwicklung wesentlichen Zeitabschnitt. Beeindruckend ist die Fülle der verarbeiteten Quellen und Untersuchungen (17–54). Dabei beherrscht E. seinen Stoff meisterhaft und weiß ihn klar und durchsichtig zu entfalten. Die Lektüre des Buches ist deshalb, trotz seines Umfangs, ein Vergnügen.

Gegliedert ist die Studie chronologisch in zwei annähernd gleichgroße Blöcke: der erste Teil behandelt die kurze Zeit der Zweiten Republik (55–504), danach wird die Epoche des Zweiten Kaiserreichs dargestellt (505–1052). Eine knappe Zusammenfassung beschließt den Band (1053–1062), dem im Anhang zwei ebenso detaillierte wie instruktive Statistiken über den protestantischen Bevölkerungsanteil in den Jahren 1850/51 und 1883 beigegeben sind (1063–1097). Ausführliche Orts- und Personenregister (1099–1115) erleichtern dem Benutzer die Erschließung des Materials. Leider fehlt ein Sachregister.

Im ersten Teil greift der Verfasser zurück bis zum Beginn des 19. Jh. Das hat einen guten Grund, wurden hier doch Entscheidungen gefällt und Erfahrungen gemacht, ohne deren Kenntnis die weitere Entwicklung unverständlich bleiben müßte. Die grundlegende Entscheidung war das Gesetz vom 8. April 1802, in dem die Kirchenverfassung des Protestantismus festgeschrieben wurde. Erlaubt waren danach die Organisation der Gemeinde mit Pfarrer und Ältesten sowie die Bildung von Konsistorien, in denen ebenfalls Theologen und Laien saßen – aber verhindert wurde der presbyterial-synodale Aufbau der Kirche. Das hatte ein Nebeneinander von selbständigen Gemeinden mit kongregationalistischen Zügen und konsistorialer Leitung auf regionaler Ebene zur Folge, vor allem aber das Fehlen jeder übergeordneten Führung und Autorität, die nach reformierter Tradition nur die General- oder Nationalsynode sein konnte. Die nächsten Jahrzehnte waren deshalb erfüllt von dem permanenten Drängen und Bemühen, vom Staat die Erlaubnis zur Einberufung einer Generalsynode zu erhalten, um die wachsenden innerkirchlichen Schwierigkeiten und theologischen Gegensätze endlich behandeln und lösen zu können.

Das andere Moment, das den französischen Protestantismus nahezu das gesamte 19. Jh. hindurch bewegte, war die tiefgreifende Erfahrung der Verfolgung. 1815 hatte man erleben müssen, daß es sich dabei keineswegs nur um eingebildete Ängste aus der Vergangenheit handelte. Durchgängig bestimmte diese Sorge deshalb die Haltung der Protestanten gegenüber dem Staat und den politischen Veränderungen. Nur von daher ist, wie noch zu berichten sein wird, auch sein Wahlverhalten zu begreifen.

Differenziert und genau werden sodann die innerkirchlichen religiösen und theologischen Veränderungen in der ersten Hälfte des 19. Jh. behandelt. Bis etwa 1850 dominierte ein theologischer Liberalismus, der stark durch ethische und humanitäre Gesichtspunkte aus der Tradition des 18. Jh. geprägt war, verbunden jedoch teilweise auch mit pietistischen Elemen-